

Conflictualité et luttes de territoire à Belfast, Irlande du Nord : les paradoxes de l'aménagement urbain

AUTRICE

Florine BALLIF

RÉSUMÉ

À Belfast, l'espace urbain est ségrégué selon des lignes sociales et communautaires divisant nationalistes catholiques et unionistes protestants. Des murs, appelés *peacelines* ou *peace walls* (lignes ou murs de paix) ont été installés dans la ville depuis le début des désordres civils en 1969. Le paradoxe est que depuis la signature des accords de paix en 1998, ces murs se sont pérennisés et de nouveaux dispositifs ont été érigés, en raison de tensions persistantes malgré le règlement politique. Ces espaces à proximité des murs constituent un paysage spécifique, avec des éléments constructifs spécifiques et de marginalisation sociale et spatiale. Ils constituent « la miniature du conflit » dans l'espace urbain. L'objectif de cette proposition est de comprendre la dynamique des conflits microterritoriaux, qui sont à la fois des événements violents mais surtout des conflits d'usages et de contrôle symbolique du territoire en lien avec un conflit politique. Ensuite, il s'agit d'analyser les politiques de sécurité qui se traduisent dans la gestion urbaine ordinaire de la ville.

MOTS CLÉS

conflit, Belfast, luttes territoriales, gestion urbaine

ABSTRACT

In Belfast, urban space is segregated along social and community lines dividing Catholic nationalists and Protestant unionists. Walls, called *peacelines* or *peace walls*, have been installed in the city since the beginning of civil unrest in 1969. The paradox is that, since the signing of the peace agreements in 1998, these walls have been maintained and new devices were erected, due to persistent tensions despite the political settlement. The spaces close to the walls constitute a specific landscape, with specific constructive elements and social and spatial marginalisation. They constitute "the miniature of the conflict" in the urban space. The objective of this paper is to understand the dynamics of micro-territorial conflicts, that are both violent events but above all conflicts of use and symbolic control of the territory in connection with political conflict. Then, I will consider the security policies which are reflected in the ordinary urban management of the city.

KEYWORDS

Conflict, Belfast, Territorial struggle, Urban management

Les marqueurs spatiaux et territoriaux des conflits s'inscrivent durablement dans les paysages urbains. En Irlande du Nord, le conflit entre catholiques irlandais nationalistes ou républicains et protestants britanniques unionistes ou loyalistes¹ a façonné les paysages urbains, en raison de la ségrégation des populations et de l'installation de dispositifs de sécurité depuis la fin des années 1960. La période de quasi-guerre civile, dite des « *troubles* », débute lors des violentes émeutes intercommunautaires de l'été 1969 et s'achève avec le processus de paix initié par le cessez-le-feu des milices paramilitaires en 1994 suivi des accords de paix multipartites ratifiés par référendum en 1998. L'essentiel des combats a eu lieu à Belfast et a modifié la physionomie de la ville. L'objectif de cet article est de discuter comment le conflit ethno-territorial a façonné un paysage urbain divisé et d'évaluer les évolutions récentes des territoires urbains suite à la résolution politique du conflit. Les usages conflictuels de l'espace des quartiers se poursuivent après l'arrêt officiel des hostilités sous forme de lutte pour le contrôle du territoire. Observer ces phénomènes permet de comprendre non seulement les dynamiques du conflit, mais aussi sur la gestion urbaine, car les politiques sécuritaires s'inscrivent également dans des projets d'urbanisme ordinaire. Ainsi les éléments analysés permettent d'apprendre de la normalisation des territoires en conflits.

APPRÉHENDER UN TERRITOIRE EN CONFLIT

Nous nous inscrivons dans le cadre théorique de l'ethno-territorialité que les géographes politiques anglais et américains ont développé, en particulier John O'Loughlin et Gearóid Ó Tuathail. Ils la définissent comme une « aspiration idéologique pour la convergence d'une identité collective imaginée et d'un territoire » (2009). La polarisation ethnique, sociale et culturelle entre les groupes, à la fois assignée et revendiquée, est caractérisée par des mémoires collectives, des mythes et des catégorisations de « l'autre » qui tendent à renforcer les oppositions. Les frontières ethniques entre les groupes prennent une variété de formes, même si des marqueurs spécifiques comme la langue ou la couleur de peau sont des éléments de différenciation et de reproduction de la différence (Anderson & Shuttlesworth, 1998). Cependant, les limites entre les groupes sont plus significatives que

¹ La division est d'ordre politique, social et religieux. Si la religion n'est pas l'élément central du conflit, elle est le marqueur principal d'identification sociale : les groupes et les individus, indépendamment de leur pratique religieuse, se nomment en fonction de leur affiliation confessionnelle à l'un des deux groupes, catholique ou protestant, ce dernier rassemblant plusieurs églises (principalement méthodiste, presbytérienne et anglicane).

les attributs ethniques, culturels et sociaux en eux-mêmes. En Irlande du Nord, les marqueurs physiques entre les populations sont peu visibles ; il existe par contre une mise en scène explicite des marqueurs culturels pour se reconnaître et se repérer (Burton 1978 : 48). Les territorialités concurrentes, si elles sont mutuellement exclusives, peuvent donner lieu à des conflits parfois violents. À Belfast, les récits des événements violents et notamment ceux des *troubles* s'ancrent dans la mémoire collective (Kenney, 2002). Dans les quartiers ouvriers du péricentre marqués par le conflit, des fresques murales sont peintes à la mémoire des victimes, des héros locaux ou de l'histoire (des deux histoires), et des monuments aux morts sont érigés. La peur et le ressentiment ainsi entretenus conduisent à maintenir la polarisation spatiale dans les quartiers défavorisés de Belfast. Des récits concurrents sur les troubles se font face : les républicains catholiques exaltent le combat contre l'État colonial britannique et contre l'intimidation loyaliste, les loyalistes protestants affirment se défendre contre la menace de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) (Mesev *et al.*, 2009). Ces récits s'ancrent dans les mémoires plus lointaines de la colonisation de l'Irlande depuis le XVII^e siècle, qui a modelé la différenciation sociale entre natifs irlandais et colons britanniques et la ségrégation résidentielle.

LES MURS, MARQUES DURABLES DU CONFLIT TERRITORIAL

Les murs ou les barrières sont parfois revendiqués comme des mesures nécessaires pour protéger les populations dans des conflits violents. Till *et al.* (2013) les décrivent comme des « infrastructures de conflit ». À Belfast, ce dispositif s'est institué comme instrument de maintien de l'ordre et de gestion du conflit à l'initiative des forces de sécurité. Au départ simple dispositif de maintien de l'ordre, les barrières de sécurité étaient érigées en hâte par l'armée puis par la police pour contenir à court terme des événements très violents (émeutes ou meurtres) dans les années 1970-1980. Mais la construction des murs est devenue au cours des années 1990 et au début des années 2000 une réponse standardisée de la police face à la peur des résidents en raison d'une violence persistante, moins meurtrière mais latente : émeutes récurrentes, agressions sur les personnes ou les habitations (cocktails Molotov ou bombes artisanales), intimidation.

Les structures se sont multipliées et pérennisées au fil du temps et ceci même après la signature des accords de 1998. Un rapport du *Belfast Interface Project* recense 18 *peacelines* au début des années 1990 et 97 en 2017 à Belfast. Elles se concentrent dans les quartiers populaires qui subissent la part la plus importante des violences du conflit. Il existe ainsi une quinzaine de lieux où sont regroupés les murs dans les quartiers ségrégués de Belfast, qui cloisonnent plus ou moins l'espace urbain. Les espaces à proximité des murs, appelés interfaces, constituent un paysage spécifique de marginalisation sociale et spatiale. Les murs représentent une « miniature du conflit national » (Boal *et al.*, 1976) dans l'espace urbain. Ils rendent visible mais ne se juxtaposent pas totalement à la géographie confessionnelle, qui dessine une multitude de quartiers plus ou moins homogènes. La ségrégation résidentielle est forte (plus de la moitié de la population vit dans des quartiers où une communauté représente plus de 90 %) dans un processus dynamique : elle augmente avec la violence, mais ne se réduit pas avec la baisse des tensions. Allen Feldman (1991) décrit le processus de territorialisation de l'opposition opérée par les murs qui, en produisant des espaces sanctuarisés à l'intérieur des quartiers confessionnels, désignent les limites entre les quartiers (interfaces) comme les lieux de la violence et de l'insécurité. Ces barrières remplacent des barrières cognitives, fondées sur le savoir local de la géographie confessionnelle. Ces lieux sont les lieux d'émeutes récurrentes et de barricades érigées par les habitants ; l'intervention de l'État fige les divisions territoriales, sans réellement diminuer la violence. Les murs symbolisent voire renforcent la ségrégation résidentielle et l'identification des groupes à leurs quartiers respectifs.

LA MULTIPLICATION DES CONFLITS MICROLOCAUX

Le processus de construction des murs s'est politisé dans la mesure où la société civile intervient par le biais de la mobilisation des associations locales et des élus municipaux, pour constituer la construction de murs en objet de débat public. Ainsi, les décisions de construire des *peacelines* prises par les autorités tentent d'apaiser des tensions complexes qui impliquent des enjeux microlocaux mais aussi des enjeux d'équilibre de pouvoir entre les deux communautés.

Après 1998, les conflits microterritoriaux se durcissent. Ils sont focalisés sur de multiples enjeux microlocaux dépendant de la question plus large de l'accessibilité et du contrôle des quartiers. Les usages quotidiens, comme l'accès aux commerces de proximité et aux équipements scolaires, ou des signes d'appropriation symbolique tels que l'implantation de drapeaux britanniques ou irlandais et les défilés (notamment de l'ordre d'Orange), cristallisent les oppositions et peuvent déclencher de violentes émeutes. Le changement de stratégie des milices joue un rôle considérable dans cette nouvelle situation. Leur contrôle sur les quartiers devient un enjeu crucial alors que leur influence diminue globalement et que le soutien de la population s'amenuise. Les luttes internes entre les milices s'intensifient. De plus, une partie importante du combat entre les milices ne respectant pas les cessez-le-feu de 1994 alimente la lutte intercommunautaire qui se déroule sur les espaces contestés. Les *peacelines* sont pour la population autant un moyen de diminuer le potentiel de violence qu'une manière de stabiliser les enjeux territoriaux.

LE DÉMANTÈLEMENT DES BARRIÈRES : VERS LA NORMALISATION DU PAYSAGE ET DU CONFLIT

Depuis la baisse des hostilités dans les années 1990, un processus de normalisation du paysage est à l'œuvre. Les premières *peacelines*, faites de barbelés et de tôle ondulée, ont été remplacées par des structures plus pérennes et des matériaux plus élaborés. Il s'agit de murs de béton ou de brique parfois surélevés de grilles, avec une très grande diversité de types de structures et de matériaux utilisés. La *peaceline* la plus ancienne et la plus imposante est celle de Cupar Way, longue de près d'un kilomètre, tandis que d'autres, plus récentes, courent parfois seulement sur quelques dizaines de mètres. Les murs séparent habitations et espace public ou jardins privatifs. Parfois ce sont des zones tampons végétalisées et entourées de grilles. Des portails de sécurité sont aussi érigés pour fermer des rues.

Après que cette question ait été longtemps écartée du débat public, les autorités nord-irlandaises ont lancé un processus de réflexion sur le démantèlement des *peacelines*. Une première ouverture expérimentale, très médiatisée, d'un mur en acier divisant un parc public a eu lieu en 2011. Les habitants des quartiers concernés et plus encore les riverains immédiats demeurent réticents en raison de craintes face à la violence persistante. En mai 2013, lors du lancement de la stratégie gouvernementale *Together: Building a United Community*, le Premier ministre et le Vice-premier ministre d'Irlande du Nord se sont engagés au retrait de toutes les barrières par « consentement mutuel » des populations riveraines à l'horizon 2023.

La prise en charge par le politique et l'entrée de la question des murs dans le débat public constituent un changement majeur. Ainsi, il ne s'agit pas tant de modifier l'apparence des murs que leur sens par la discussion des agences gouvernementales avec les communautés afin de créer les conditions de la paix et de la sécurité. Cette approche collaborative et participative est au cœur de la stratégie sur les barrières. Les quelques programmes réalisés sont minimalistes en raison de la nécessité affichée de s'assurer de l'accord des populations locales. Concrètement, il s'agit d'aménagements alternatifs, moins imposants : abaisser les murets ou remplacer les palissades métalliques par des structures moins défensives, végétalisées ou plus décoratives.

Une évolution notable des débats sur les murs de sécurité est qu'ils intègrent des éléments sur la gestion plus ordinaire de la ville : sécurité des piétons, redistribution des espaces de voirie, présence du végétal. Ainsi ils s'intègrent dans des processus de gestion ordinaire de la ville.

Les murs sont peut-être aussi perçus différemment. Si la ségrégation résidentielle reste élevée, les univers professionnels de loisirs procurent des espaces de socialisation intercommunautaire et ces liens apparaissent plus importants que les relations de voisinage. Et si les murs sont des « infrastructures de conflit », ils peuvent néanmoins devenir des « infrastructures de paix » (Till *et al.*, 2013 : 58). Ainsi des lieux à proximité des murs accueillent aujourd'hui une crèche intercommunautaire, des terrains de sport (financés par des fonds européens), des supermarchés, des zones d'activité, un campus universitaire : il existe une valeur d'usage partagée, la localisation entre deux quartiers donnant la possibilité du partage des espaces.

RÉFÉRENCES

- Anderson J., Shuttleworth I., 1998, « Sectarian Demography, Territoriality and Political Development in Northern Ireland », *Political Geography*, 17(2), p. 187-208.
- Boal F., Murray R.C., Poole M., 1976, « Belfast: The Urban Encapsulation of a National Conflict », in S. Clark (dir.), *Urban Ethnic Conflict, a Comparative Perspective, Comparative Urban Studies Monograph*, Chapel Hill (NC), Institute for Research in Social Science/University of North Carolina, « Comparative Urban Studies Monograph series », p. 77-131.
- Burton F., 1978, *The Politics of Legitimacy : Struggle in a Belfast Community*, London, Routledge and Kegan Paul.
- Feldman A., 1991, *Formations of Violence: The Narrative of the Body and Political Terror in Northern Ireland*, Chicago (IL), University of Chicago Press.
- Kenney M., 2002, « Targeting the Victims of Violence: The Role of Folk History and Voluntary Associations in the Construction of Hatred in Northern Ireland », in G. Schlee (dir.), *Imagined Difference: Hatred and the Construction of Identity*, New York (NY), Palgrave, p. 241-249.
- Meshev V., Shirlow P., Downs J., 2009, « The Geography of Conflict and Death in Belfast, Northern Ireland », *Annals of the Association of American Geographers*, 99(5), p. 893-903.
- O'Loughlin J., O'Tuathail G., 2009, « Accounting for Separatist Sentiment in Bosnia-Herzegovina and the North Caucasus of Russia: A Comparative Analysis of Survey Responses », *Ethnic and Racial Studies*, 32(4), p. 591-615.
- Till K., Sundberg J., Pullan W., Psaltis C., Makriyianni C., Zircir Celal R., Onurkan Samani M., Dowler L., 2013. « Interventions in the Political Geographies of Walls », *Political Geography*, 33(1), p. 52-62 [doi.org/10.1016/j.polgeo.2012.11.005].

L'AUTRICE

Florine Ballif

UPEC – Lab'Urba

florine.ballif@u-pec.fr